

Les facteurs des relations internationales en œuvre dans le conflit au Yémen

Erwan Gesrel - B1

Le démembrement d'un journaliste saoudien par une quinzaine d'agent des services de répression arabe aura apparemment été une nécessité pour que « Le Monde Libre » et ses démocraties découvrent que la guerre au Yémen est bel et bien réelle, et a vraisemblablement fait des milliers de morts.

En effet depuis 2014, et en conséquence directe à l'insurrection de 2004 puis du soulèvement populaire de 2011, un conflit tout d'abord national oppose les houthistes venant de la province de Saada au gouvernement en place, dirigé par le président Hadi. Les insurgés ont réussi à prendre le contrôle de la capitale de Sanaa ainsi que d'autres villes stratégiques comme al-Hodeïda et son port (voir cartes dans les sources), entre autres grâce au soutien de forces militaires soutenant l'ex-président Saleh, qui avait été renversé lors du printemps Yéménite de 2011.

Ce conflit s'est tout d'abord régionalisé par l'entrée en guerre d'une coalition loyaliste, soutenant le président renversé Hadi, dirigée par l'Arabie Saoudite avec comme soutien les Émirats Arabes Unis, le Bahreïn, la Jordanie, le Maroc, l'Égypte, le Koweït, le Soudan et dans un premier temps le Qatar. S'opposent à eux les insurgés houthistes qui bénéficient d'un soutien plus moral que financier ou militaire de l'Iran.

Le conflit est depuis international avec le soutien militaire, logistique et de renseignement des États-Unis d'Amérique ou encore le déminage du port d'Hodeïda et le projet de sécurisation de la Mer Rouge par les troupes françaises, sans compter tous les contrats d'armement signés entre les pays de la coalition et les armateurs occidentaux.

Néanmoins ce serait une faute de résumer tout le conflit à des enjeux économiques ou idéologiques (opposition théologique entre les insurgés zaydistes houthis et la coalition sunnite), bien que ceux-ci aient un rôle majeur dans ce conflit. De fait nous étudierons dans un premier temps les facteurs que l'on pourrait considérer comme prédominants dans ce conflit, à savoir géographiques, économiques, idéologiques, juridiques et médiatique avant de nous intéresser aux facteurs qui découlent du conflit, à savoir les facteurs démographiques, technologiques et la personnalité des chefs d'Etats, notre objectif final étant comprendre en quoi le Yémen est le théâtre d'un conflit qui le dépasse.

Le premier facteur pour comprendre l'importance du conflit au Yémen dans l'ordre international est le facteur géographique. L'Arabie heureuse a toujours été « trop bien » située, c'est depuis longtemps le croisement des routes commerciales et stratégiques, entre l'Océan Indien, l'Afrique et le monde méditerranéen, si bien qu'au XXème siècle alors sous administration britannique, le port d'Aden était le deuxième port le plus actif au monde.

Avec le canal de Suez, l'accès à la Mer Rouge est devenu un des points les plus stratégiques au monde, et son accès attise les convoitises. Ainsi une des raisons des soulèvements houthis que ce soit en 2004, 2011 ou 2014 est l'accès à la Mer Rouge pour la province de Saada.

L'accès à la mer rouge et le détroit de Bab el Mandeb sont stratégiques car il permet de contrôler les exportations vers la Méditerranée. Ainsi les monarchies du golfe qui vivent essentiellement des exportations de pétrole et de gaz ne peuvent pas admettre un contrôle rebelle sur cette zone, d'autant plus quand ces mêmes rebelles sont associés, du moins moralement, à l'Iran le principal concurrent de ces monarchies. L'Iran contrôlant déjà le détroit d'Ormuz il est capable de le bloquer, comme il a déjà menacé de le faire en 2011. Cela bloquerait alors une grande partie du trafic maritime pétrolier que ce soit à destination de l'Occident ou des géants énergivores d'Asie que sont l'Inde et la Chine. Le contrôle du détroit de Bab el Mandeb est donc vital pour les monarchies du golfe ainsi que leurs alliés occidentaux, ce qui explique en partie l'intervention loyaliste et le soutien états-unien. C'est la raison principale pour laquelle l'Arabie Saoudite met en place des oléoducs à travers toute la péninsule Arabique afin de contourner le problème de ce détroit, avec par exemple le projet de construction d'un oléoduc Ras Tanura – Al Mukalla, contre lequel s'est toujours opposé Saleh.

Le Yémen voit aussi depuis plusieurs années ses réserves en eaux souterraines fortement faiblir, dans un pays dans lequel la majorité de la population vit de l'agriculture c'est un facteur à prendre en compte. C'est aussi à prendre en compte pour la capitale de Sanaa qui souffre de plus en plus des pénuries d'eau, et le lien entre sécheresse et soulèvement des populations comme on l'a observé lors des printemps arabes est un facteur clef à prendre en compte.

Passons maintenant au prochain facteur à étudier, le facteur économique. Comme ses voisins le Yémen dispose de réserves pétrolifères et gazières, néanmoins contrairement à l'Arabie Saoudite, l'Iran ou le Qatar, qui disposent des plus grandes réserves mondiales respectivement de pétrole et de gaz, les réserves du Yémen sont assez marginales, et de fait sa production l'est tout autant. Néanmoins cette production représente une part non négligeable du budget gouvernemental et il est envisageable que la chute du prix du baril de pétrole Brent à partir de juin 2014, ait eu une importance capitale dans les soulèvements du pays, et la difficulté de le contrôler de la part des autorités.

Le facteur géostratégique du contrôle du détroit de Bab el Mandeb est tout autant économique de par son importance dans le commerce régional et international que nous avons démontré précédemment. Ainsi la perte de contrôle sur ce détroit n'est pas envisageable pour ces puissances, et justifie à elle seule l'intervention de la coalition saoudienne.

Le commerce de la guerre est aussi un facteur prédominant, en effet avec des contrats à plusieurs milliards de dollars, plus de 380 milliards entre l'Arabie Saoudite et les USA, dont 110 d'armement, la guerre est vue comme largement bénéfique pour l'industrie nationale.

Même combat pour la France à une échelle bien plus réduite, mais tout aussi importante symboliquement qu'économiquement, on parle de onze milliards de dollars de contrats d'armement en tout. Dans le contexte actuel qui est un désastre humanitaire énorme, d'épidémie de choléra, de millions de personnes souffrant de la famine, sans prendre en compte les déplacements de populations conséquents, il est difficile pour ces démocraties libérales, autopropagées championnes des droits de l'Homme de justifier de tels actes.

L'alternative aux pays faisant partie de la coalition pour les approvisionnements en hydrocarbures étant d'autant plus difficile que les pays avec de grandes réserves (que ce soit de gaz ou de pétrole), tel que l'Irak, l'Iran, le Venezuela, la Libye, la Syrie ou la Russie, ont soit déjà été détruit par les puissances occidentales ou sont soumis à des sanctions économiques unilatérales, de par l'extra-territorialité des lois du camp du bien.

L'Arabie Saoudite qui cherchait à se rendre indépendante de la rente pétrolière se tire d'autant plus une balle dans le pied qu'elle détruit ou se prive de marchés potentiels (Yémen, Iran, Qatar), pour des raisons géopolitiques, mais aussi idéologiques.

En effet un des facteurs du conflit le plus mis en avant par les médias est l'argument idéologique. Il est vrai que les rebelles houthistes sont des musulmans zaydistes, ils sont donc chiites comme les Iraniens, et représentent environ 40 % de la population yéménite.

On pourrait donc aussi justifier l'intervention de la coalition, comme ayant l'objectif d'endiguer le développement du fameux croissant chiite au Moyen-Orient, l'Iran offrant donc encore une fois un bouc émissaire de choix pour le camp du bien afin de justifier son intervention.

Du point de vue Iranien cette guerre est assez avantageuse, ne livrant presque pas d'armes, n'offrant pas de soutien financier comme il pourrait le faire avec le Hezbollah libanais, seulement un soutien moral pourrait-on dire. C'est donc une opportunité de guerre « par proxy », presque sans coûts pour l'Iran (si ce n'est des accusations et des menaces à peine voilées auxquelles les Perses sont maintenant habitués), et ayant un coût énorme pour l'Arabie Saoudite et ses alliés, financièrement mais aussi médiatiquement (pour les vendeurs d'armes uniquement sur le plan médiatique).

Ces accusations de l'Arabie Saoudite contre l'Iran sont tout aussi bien reçues par les États-Unis et Israël qui mènent une politique anti-iranienne, visant à endiguer sa prise de puissance au Moyen-Orient, et voient l'Iran comme une menace directe pour la survie de l'État Hébreux. La compréhension de l'idéologie néo-évangélique américaine étant primordiale pour comprendre les engagements états-unis au Moyen-Orient dès qu'il s'agit de faire obstacle à l'Iran. Les États-Unis justifiant leurs interventions par le fait que les rebelles houthistes sont profondément antiaméricains et antisémites, comme le laisse deviner leur drapeau sur lequel est inscrit « Dieu est grand, Mort à l'Amérique, Mort à Israël, Malédiction sur les juifs, Victoire pour l'Islam ».

De plus dans le facteur idéologique il ne faut pas oublier la fracture actuelle Arabie Saoudite et ses alliés – Qatar. Les premiers reprochant entre autres le financement du terrorisme par le Qatar, argument que l'on peut considérer comme assez peu pertinent venant de pays connus pour être des sponsors actifs des djihadistes. Là où on pourrait par contre voir un véritable point de discorde est le soutien financier et moral aux frères musulmans par le Qatar, notamment lors du printemps arabe durant lequel le Qatar a soutenu les soulèvements, au contraire de l'Arabie Saoudite qui (à l'exception de la Syrie), a toujours favorisé la répression, le meilleur exemple étant celui du Bahreïn.

De fait, en conséquence de cet affrontement idéologique qui dépasse largement le simple conflit yéménite, l'Arabie Saoudite a pendant très longtemps mis des moyens en œuvres afin de réduire le pouvoir de la branche local des frères musulmans (Al-Islah) au Yémen, alors que celle-ci jouait un rôle régulateur et pacifique dans le système politique

yéménite. L'Arabie Saoudite et ses alliés, en particulier les Émirats Arabes Unis ont depuis bien des années avant le début du conflit financé des groupes rivaux d'Al-Islah, et leur ont fourni des armes, bien que la frontière entre ces groupes et Al-Qaïda soit très poreuse. De fait on observe depuis le début du conflit que la coalition fait preuve d'une grande tolérance vis-à-vis d'AQPA ; formé par la branche de Al-Qaïda dans la péninsule arabique et de nombreux groupes, financés précédemment par les monarchies du Golfe, ayant fusionné, pour peu que ces groupes attaquent les groupes armés houthistes.

Mais ces armes d'où viennent-elles, ces livraisons ne devraient-elles pas être sujettes à l'ordre juridique ?

Le facteur juridique est d'autant plus important à étudier que les acteurs de la coalition loyaliste, ont une interprétation du droit internationale que l'on pourrait qualifier de spacieuse. En effet l'appel même d'aide du président Hadi peut-être remis en cause de par le vide constitutionnel en mars 2015, à ce moment le président Hadi a alors achevé son mandat présidentiel.

Le respect des conventions signées est aussi un problème, on a connaissance d'un non-respect du droit humanitaire de la part de la coalition depuis le début du conflit. Ce faisant la France signataire et ayant ratifié le TCA (Traité sur le Commerce des Armes), ne devrait pas livrer d'armes à l'Arabie Saoudite alors qu'elle a connaissance des crimes de guerre commis par l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis.

En ce qui concerne les États-Unis, ils ont pour protéger leur souveraineté (et le complexe militaro-industriel) signé ce traité, mais ne l'ont pas ratifié. Là où pour le gouvernement actuel cela devient plus difficile à défendre c'est dans son soutien à l'Arabie Saoudite et aux Émirats, alors même qu'une loi, la loi JASTA (Justice Against Sponsor of Terrorist Act), impose des sanctions aux entreprises et pays soutenant le terrorisme. Le soutien qu'il soit financier, militaire ou idéologique via la diffusion du salafisme, par les monarchies du golfe, Arabie Saoudite en premier ligne, n'étant plus à prouver il est d'autant plus difficile pour le gouvernement des États-Unis de soutenir l'Arabie Saoudite aux yeux de l'électorat ; en particulier après les promesses de campagne de Donald Trump sur la politique qu'il allait mettre en œuvre contre ces pays.

Ainsi, que ce soit le non-respect des ces traités ou le « retourne de veste », cela entraîne une position inconfortable pour ces pays, qu'ils soient attaquants ou simplement vendeurs d'armes, et le conflit passe donc par une guerre de l'information.

À l'ère d'internet, il est en effet obligatoire de prendre en compte la notion de soft-power que représente le facteur médiatique. En effet l'Arabie Saoudite s'enlise dans cette guerre qu'elle pensait courte, et de manière générale, la transgression du droit humanitaire, le bombardement sur les civils, la crise humanitaire, a été révélée par la scie à métaux saoudienne.

Ainsi dans ces conditions il est de plus en plus difficile pour les Occidentaux et la coalition même de soutenir cette intervention, d'autant plus que les dernières révélations que Jamal Kashoggi auraient dévoilé l'usage d'armes chimiques au Yémen de la part du camp loyaliste. Après cela, comment pour la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis, qui encore une fois font preuve d'une indignation à géométrie variable, continuer de défendre son allié, via l'utilisation de leurs droits de veto au conseil de sécurité de l'ONU, et dans le même dénoncer « le régime » syrien et ses alliés ?

Le théâtre yéménite est donc l'enjeu d'une véritable bataille médiatique, entre les différents belligérants et les ONG. Les difficultés pour les médias étant connues pour pouvoir couvrir le terrain, et quand elles y ont enfin accès elles sont « baladées » par la coalition, qui ne leur montre que ce qu'elle souhaite. À tel point que l'Arabie Saoudite essaye même de se montrer comme une victime de ce conflit, en dénonçant les quelques roquettes interceptées au-dessus de Riyad et le peu de victimes civiles saoudiennes à la frontière yéménite.

Toute cette véritable propagande de guerre orchestrée par la monarchie saoudienne ne servant qu'un but, couvrir le monarque et les institutions en place en Arabie Saoudite en déclinant toute responsabilité de la monarchie ou de ses fournisseurs d'armes dans cette catastrophe humanitaire, afin d'échapper à des sanctions internationales ou des contestations nationales dans le cas des gouvernements occidentales.

Ce facteur médiatique nous amenant donc logiquement vers le facteur de la personnalité des chefs d'État dans le conflit au Yémen. Tous ces dirigeants ont une certaine crédibilité à défendre pour rester en place dans leurs pays, que ce soit à court terme avec par exemple Donald Trump, ou à long terme comme Mohamed Ben Salmane (MBS), qui lui n'est pas inquiété dans l'immédiateté par un retourne de sa majorité, ou un vote hostile de sa population. Il reste néanmoins sensible à l'opinion public américain, car tout le système monarchique Saoudien, et les dynasties au pouvoir,

reposent sur le soutien des États-Unis.

Néanmoins c'est bel et bien cette même recherche de légitimité de MBS qui a mené à cette intervention au Yémen, tout d'abord ministre de la défense et étant senti comme le futur dirigeant, c'est entre autres pour s'affirmer dans son pays comme un dirigeant malgré son jeune âge que cette décision fut prise.

Donald Trump quant à lui se retrouve à supporter une coalition qui combat indirectement l'Iran, en effet pour des raisons économiques et géostratégiques, mais aussi dans cette logique de plaire à un électorat évangélique (qui représenterait plus de 80 % des voix républicaines) en faveur d'un interventionnisme fort au Moyen-Orient, et d'un affrontement avec l'Iran.

Le facteur démographique lui est assez important du point de vue de son ascension démographique et du déplacement de population engendré. La population du Yémen est d'environ 28 millions d'habitants, une population très importante à comparer aux 30 millions Saoudien mais composé de plus de dix millions de travailleurs étrangers. Le Yémen est un pays où la population double tous les vingt ans, sensible aux pénuries d'eau (sans compter les déplacés du conflit en cours), il est envisagé par de nombreux spécialistes que le Yémen soit un des premiers vrais cas d'abandon d'une région pour cause de manque en ressources naturelles, à savoir l'eau. Que faire alors de tous ces réfugiés, sachant que ses voisins, avec encore une fois l'Arabie Saoudite en première place, ne reconnaissent pas le statut de réfugié ou d'asile (de par sa non-ratification de la convention de Genève de 1951 relatives au statut des réfugiés), et font une sélection des individus à la frontière. On pourrait penser que bien que non signataire, l'Arabie Saoudite accueillerait les réfugiés, de par sa responsabilité morale dans la guerre au Yémen (ou bien en Syrie), mais ce n'est visiblement pas une priorité de leur point de vue.

Sûrement plus marginal mais tout aussi important de mon point de vue, les combattants dans cette guerre. Du côté de la coalition, aucune monarchie du golf n'a réellement des militaires nationaux sur le front. Ces pays sont assez bien connus pour ne pas être (ou ne plus) être constitués de peuples guerriers du tout, et ne rester en place que par la protection offerte par leurs alliés occidentaux.

Ainsi ce sont mercenaires qui sont directement engagés par ces États, mercenaires colombiens, la tristement fameuse armée privée Black Water, ou des malheureux venant de pays pauvres d'Afrique ; il est certain que ces belligérants sont moins engagés dans le conflit que ne peuvent l'être les combattants tribaux houthis, qui combattent dans leur environnement pour défendre leur territoire. Cela se voit d'ailleurs tout à fait dans la progression longue, laborieuse et coûteuse de la coalition saoudienne.

Enfin le dernier facteur, qu'on pourrait penser assez marginal mais qui a pourtant une grande influence, c'est le facteur technologique. En effet ce conflit offre encore une fois un exemple assez éloquent, de puissances avec des moyens démesurés contre de simples combattants aux moyens somme toute assez rudimentaires, mais qui néanmoins font preuve d'une résistance étonnante. Cela a malheureusement, la conséquence d'entraîner la coalition loyaliste à mener une politique de martyrisation des populations civiles, afin de les amener à se rebeller contre les insurgés ou quitter les lieux pour se mettre sous protection saoudienne.

Comme dans toutes les guerres, des exactions contre les civils sont commises, on retiendra néanmoins que la palme dans ce domaine reviendra à la coalition, car c'est elle qui dans ce conflit dispose de moyens bien plus importants pour asservir les populations.

Ainsi, à travers tous ces facteurs, de plus ou moins grande importance, on constate bel et bien que ce pays est devenu un terrain d'affrontements pour les États ayant chacun leurs buts propres : affirmer leur hégémonie, contrôle d'un espace géostratégique primordial, combat idéologique pour le leadership régional, enjeux économiques par le biais de contrats d'armement, ..., et il est malheureusement certain que ce conflit même s'il arrive à une stabilisation suite aux pourparlers de Suède, engendrera bien d'autres malheurs pour cette région, que ce soit le développement déjà bien engagé de coalitions terroristes, ou la naissance de djihadistes qui comme beaucoup d'autres avant eux voudront venger leurs proches fauchés par une « frappe chirurgicale ».

Ce conflit pose aussi la question de l'avenir politique pour les pays de la péninsule Arabique. Le Yémen restait pour l'instant le seul pays multipartite de ce territoire, et loin d'être un exemple, il conforte fortement les monarchies du Golfe dans leur politique d'accumulation des pouvoirs.

Sources :

<https://www.youtube.com/watch?v=40u9WEsxajc>
<https://www.youtube.com/watch?v=xmjdpNBVx-s>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Crise_du_d%C3%A9troit_d'Ormuz
<https://yemen.liveuamap.com/>
<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/09/PRUNIER/56229>
<https://www.monde-diplomatique.fr/2016/03/BONNEFOY/54923>
<https://www.monde-diplomatique.fr/2017/12/BONNEFOY/58214>
<https://www.monde-diplomatique.fr/2017/12/WARDE/58172>
<https://www.monde-diplomatique.fr/2017/12/A/58213>
<https://www.almasdarnews.com/article/complete-map-of-yemen-civil-war-december-update/>
<http://mindthemap.fr/conflict-in-yemen/>
<https://www.riskintelligence.eu/ports-terminals-threat-assessment-reports>
<https://francais.rt.com/international/55020-42-pourcent-britanniques-ne-savent-pas-guerre-yemen-quen-est-il-des-francais>
<https://francais.rt.com/international/54856-yemen-jusqu-14-millions-personnes-pourraient-souffrir-famine-selon-onu>
<https://www.courrierinternational.com/article/yemen-les-belligerants-stockholm-pour-des-pourparlers-de-paix-cruciaux>
<https://www.les-crises.fr/6-700-missiles-americains-supplémentaires-pour-que-l-arabie-saoudite-puisse-tirer-sur-des-enfants-yemenites-par-ann-wright/>
<https://www.aljazeera.com/topics/country/yemen.html>
<https://www.monde-diplomatique.fr/2018/03/ACHCAR/58462>
<https://www.monde-diplomatique.fr/mav/147/BONNEFOY/55659>
<https://www.boursorama.com/bourse/matières-premieres/cours/8xBRN/>
<http://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/yemen-de-l-arabie-heureuse-la-guerre>
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Y%C3%A9men>
<https://www.partagedeseaux.info/Les-printemps-arabe-et-l-eau-le-Yemen>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_civile_y%C3%A9m%C3%A9nite
<https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/armes-au-yemen-la-france-mise-en-cause>
<https://www.middleeasteye.net/fr/opinions/la-guerre-saoudienne-pour-l-ol-oduc-y-m-nite-renforce-al-qa-da-et-l-tat-islamique>
<https://www.nouvelobs.com/monde/20181030.OBS4715/des-armes-chimiques-ont-elles-ete-employees-par-l-arabie-saoudite-au-yemen.html>
<https://www.observatoirepharos.com/pays/arabie-saoudite/les-refugies-une-question-marginale-au-sein-du-royaume-saoudien-fr/>